

# POUR LA PAIX, LE PROGRÈS SOCIAL ET LA VIE

**L**e mouvement pacifiste et le mouvement syndical ont de solides traditions de luttes communes qui se sont forgées au cours du temps dans l'action en faveur de la paix, du désarmement, du droit des peuples, pour l'élimination des armes atomiques.

Le samedi 30 janvier le Mouvement de la Paix et la CGT ont organisé en partenariat une nouvelle initiative commune au siège confédéral de la CGT sous la forme d'un séminaire de réflexion sur « **Les enjeux de la paix dans le monde aujourd'hui** ».

Ce séminaire a été un succès tant par le nombre des participants inscrits (152) que par le nombre des intervenants (Angleterre, Tunisie, Algérie, Bosnie, Irak, USA, Portugal, France), la diversité des organisations et parcours des intervenants (journalistes, universitaires, responsables associatifs, syndicaux pacifistes, féministes, philosophes, cinéaste, chercheurs et experts).

Ce séminaire était présidé par Habib Kazdaghli, Historien et Doyen de la Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de La Manouba (1) à Tunis. Le doyen Habib Kazdaghli est membre de l'UGTT, organisation syndicale tunisienne partenaire de la Cgt qui a obtenu le Prix Nobel de la Paix en 2015 avec 3 autres organisations

tunisiennes. Le Doyen Kazdaghli est aussi membre d'un mouvement de paix tunisien. Le séminaire s'est conclu par une intervention de Philippe Martinez secrétaire général de la CGT.

Ce séminaire a permis d'approfondir trois questions principales à savoir « De quoi le terrorisme est-il le nom ? De quelle sécurité parle-t-on ? Comment construire la paix : quelles alternatives, quelles solidarités ? ».

Il a aussi permis de mettre en évidence des convergences d'analyses et des perspectives pour l'action et pour la construction d'alternatives.

Les problèmes qu'affronte l'humanité sont graves : conflits et guerres, prolifération des armes y compris nucléaires, atteintes à l'environnement, réchauffement climatique, mauvaise gestion des ressources vitales, malnutrition et épidémies, régressions sociales, terrorisme et montée de l'extrême droite et des intégrismes...

Cependant, jamais l'humanité n'a autant qu'aujourd'hui disposé de moyens (connaissances, techniques, analyses) pour résoudre les problèmes et créer les conditions afin que chaque être humain puisse vivre en paix et en sécurité, sécurité physique, sociale, médicale, nutritive et environnementale, individuelle et collective.

Parmi les causes de la situation : le mode de production capitaliste qui est en pleine dérive financière et spéculative. La mondialisation néolibérale des économies, avec la circulation effrénée des capitaux et les délocalisations, ont accentué la fracture entre riches et pauvres à l'intérieur des sociétés et entre les pays. La recherche du profit à tout prix et la volonté des puissants de contrôler les richesses de la planète entretiennent la course aux armements et le commerce des armes, pérennisent le sous-développement et alimentent les tensions sur la planète.



Cette grave crise économique et financière peut, du jour au lendemain, entraîner une déstabilisation mondiale dangereuse pour la paix du monde d'autant que cette situation s'accompagne d'une volonté de remilitarisation des relations internationales sous la pression du lobby militaro industriel et de certains gouvernements dont ceux engagés dans l'Otan. Ainsi, les dépenses militaires mondiales qui s'évaluaient à : en 1999 à 950 milliards de dollars ont atteint 1800 milliards de dollars en 2015. **En France, les budgets militaires sont à la hausse depuis 2002 pour atteindre 32 milliards d'euros en 2015.**

Dans ce contexte, les engagements pris par les chefs d'Etat en l'An 2000 et réaffirmés en 2015 pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) destinés à réduire de moitié la pauvreté dans le monde, ne sont pas tenus. Cette situation, qui plonge plus d'un milliard d'habitants de la planète dans l'extrême pauvreté, est un facteur majeur d'insécurité sociale, de violences et de conflits armés.

Malgré tout, grâce aux luttes, des résultats ont été obtenus dont nous nous réjouissons (zones sans armes nucléaires, traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT), élaboration par les Nations unies, à l'instigation de l'Unesco, de programmes pour la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence.

En ce qui concerne le désarmement nucléaire, nous nous réjouissons de la position de la Cour internationale de justice de la Haye déclarant que : *« la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés, et spécialement aux principes et règles du droit humanitaire ».*



Nous rappelons également que la Charte des Nations unies affirme en son article 26 qu'il convient *« de favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde »*, que l'OIT affirme dans son préambule *« qu'une paix durable ne peut se construire qu'à travers la justice sociale »* et qu'en 2000 des résolutions de l'assemblée générale des Nations Unies (A/RES/52/13 et A/53/243 par exemple) appellent l'ensemble des Etats et des peuples à s'engager dans une véritable transition pacifiste dans les termes suivants : *« préserver les générations futures du*

*fléau de la guerre exige une transition vers une culture de la paix afin de prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes pour résoudre les problèmes grâce au dialogue et à la négociation ».*

Ce sont là des succès pour les forces de paix et des points d'appui pour exiger avec encore plus de force, que les Etats s'engagent résolument dans la construction de la paix et que les puissances nucléaires abandonnent la modernisation de leurs arsenaux et s'engagent réellement dans un processus de désarmement nucléaire comme le stipule l'article 6 du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) .

Oui, le monde est confronté à de nombreux dangers comme en témoignent les conflits en cours, la violence, le terrorisme, le développement du trafic de drogues et des pratiques mafieuses.

Mais un monde plus juste et plus sûr ne peut reposer sur la force des armes.



En effet, le sous-développement, la misère, le chômage, les injustices, le manque de démocratie, l'analphabétisme, l'obscurantisme contribuent à la désagrégation des sociétés et constituent le terreau où surgissent les haines et les affrontements qui mettent en cause la sécurité des peuples **et la paix et poussent des centaines milliers de personnes sur le chemin de l'exil dans des conditions inhumaines.**

La « sécurité humaine » conçue comme le respect des droits, individuels et collectifs, et la satisfaction des besoins, fondée sur une éthique de solidarité, doit devenir la référence commune pour promouvoir un développement durable, soutenable par la planète, partagé et respectueux de l'environnement. C'est à la promotion de cette culture de la paix conçue comme un objectif de civilisation que nous entendons travailler car au premier rang des besoins, figure le droit pour tous de vivre en paix.

**La Paix et Le développement dans la justice sont donc de grands défis à relever. Cela ne se fera pas sans remettre en cause les choix actuels des institutions financières, économiques et les politiques internationales.**

Dans ce contexte, la restructuration en profondeur de l'armée et de son outil de défense, telle qu'elle a été réalisée pose des problèmes graves. Cette restructuration ne s'est pas inscrite dans un processus de désarmement mais dans une militarisation des rapports internationaux, en privilégiant les stratégies interventionnistes, en accélérant la privatisation et la concentration des grandes firmes multinationales de l'armement qui placent encore plus cette fabrication sous la loi du profit et de la rentabilité financière, développant ainsi un marché des armes inacceptable pouvant toucher au nucléaire.

En revanche, cette restructuration se traduit par un gâchis humain et industriel considérable et inacceptable pour les travailleurs et les populations concernées. Pour la CGT et le Mouvement de la Paix, il n'est pas contradictoire de lutter pour la paix et le désarmement dans le monde et d'affirmer dans le même temps leur attachement à la sécurité du pays, en recherchant les voies d'une autre conception de la sécurité, une sécurité de moins en moins basée sur les rapports de force militaire mais donnant une place beaucoup plus importante aux coopérations économiques, sociales et culturelles qui favorisent le développement, la création d'emplois ainsi que la solidarité et la compréhension entre les peuples.



D'autres choix sont en effet possibles, sans briser les hommes et casser les outils mais en faisant d'eux les fers de lance d'une politique de reconquête industrielle pour répondre aux multiples besoins qui se font jour en France et dans le monde. Ce sont des exigences économiques et sociales mais aussi pacifistes.

Le Mouvement de la Paix et la CGT, au moment où les crédits pour le logement, l'emploi, l'école, la santé, la culture, les universités et les équipements civils subissent les effets des politiques d'austérité ; alors que des droits humains fondamentaux sont mis en cause comme le droit du travail, ont décidé de poursuivre leur concertation.

Face aux politiques d'exception (état d'urgence etc.) les 2 organisations réaffirment leur volonté de combattre le terrorisme par la paix, la démocratie, la réalisation des droits humains et l'engagement. Elles refusent que les salariés et la population, à travers des modifications de la constitution, soient placés de fait dans un état d'urgence permanent. Elles appellent tous les citoyens à résister partout à toutes les formes d'amalgame (islamophobie, xénophobie, etc.) et à veiller à ne pas se laisser piéger par des discours belliqueux

ou racistes qui contribuent à opposer une partie de la population à une autre. C'est bien le combat pour la justice sociale et la réalisation concrète de tous les droits humains qui fera reculer le fondamentalisme, la xénophobie, le racisme, l'obscurantisme, les guerres et le terrorisme. Nous encourageons tous les citoyens à appuyer le dialogue, la démocratie, les valeurs républicaines, à s'engager dans les syndicats et les associations pour contribuer à faire avancer collectivement ces objectifs.

Nous réaffirmons notre attachement aux valeurs de **paix, de fraternité, de justice, de solidarité, de démocratie, de liberté et de laïcité, nécessaires au bien vivre ensemble.**

Dans ce contexte, la CGT et le Mouvement de la Paix déclarent vouloir poursuivre leurs échanges pour contribuer à la construction d'un monde de justice et de paix.

Le Mouvement de la Paix et la CGT souhaitent que la France prenne des initiatives marquantes, comme le gel du programme M 51 et les programmes de modernisation des armes nucléaires, afin de relancer les négociations internationales pour la mise en œuvre d'un désarmement nucléaire négocié. Le gouvernement français doit assurer partout en France la promotion du 21 septembre : Journée internationale de la paix et la mise en œuvre des résolutions des Nations unies pour la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence.

Le Mouvement de la Paix et la CGT se félicitent des rapports confiants et amicaux qu'ils ont construits dans les luttes menées ensemble en recherchant avec d'autres forces de paix toutes les possibilités d'action sur tous les sujets qui leur sont communs et pour contribuer au développement d'une culture de la paix et de la non-violence. Ils entendent poursuivre cette collaboration à tous les niveaux.

À Montreuil, le 13 avril 2016

